

ATPC NEWS

Africa Trade Policy Centre

La revue trimestrielle du Centre Africain de Politiques Commerciales

Éditorial

Les partenariats de développement constituent une stratégie clef du Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC). Les partenariats aident le Centre à atteindre ses objectifs consistant à renforcer les capacités humaines et institutionnelles des gouvernements africains. La nécessité d'instaurer des partenariats solides vient du fait que l'on a pris conscience qu'il y avait plusieurs parties prenantes s'occupant du domaine du commerce, chacune présentant des atouts et des capacités différents. Le CAPC cherche également à se constituer en tant que noyau des politiques commerciales en Afrique et à créer une plate-forme active de gestion des connaissances sur le commerce sur le continent, ce qui explique pourquoi le Centre apporte son soutien à la création de réseaux liés au commerce en Afrique.

Le CAPC et le GAINDE (Système informatique des douanes sénégalaises qui fournit des solutions automatisées pour une plus grande efficacité du commerce et des transports) ont établi un tel partenariat et organisé une Conférence internationale sur le guichet unique à Dakar, du 5 au 7 novembre 2008. Les experts présents à la conférence ont demandé au CAPC d'apporter son soutien à la création d'une alliance panafricaine pour le commerce électronique. Le Centre étudie actuellement toutes les modalités opérationnelles d'une telle alliance et prévoit de présenter ce projet lors de l'atelier sur la facilitation du commerce et l'Initiative Aide pour le commerce à Addis-Abeba en mars 2009.

La présente édition de l'ATPC News passe en revue la Conférence de Dakar sur le guichet unique. Elle rend compte également d'un atelier sur l'Initiative Aide pour le commerce qui a eu lieu à Bonn, en Allemagne, d'un séminaire de renforcement des capacités en Afrique centrale, du sixième Forum africain pour le développement (ADF VI), de la contribution du CAPC à l'élaboration d'un modèle d'accord de partenariat économique (APE), d'une conférence internationale sur l'émergence économique de la région méditerranéenne et d'une mission de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) au Centre.

Le Centre reste engagé à tenir ses parties prenantes informées non seulement sur les activités du Centre mais également sur les faits nouveaux importants intervenant aux niveaux continental et mondial dans le domaine du commerce.

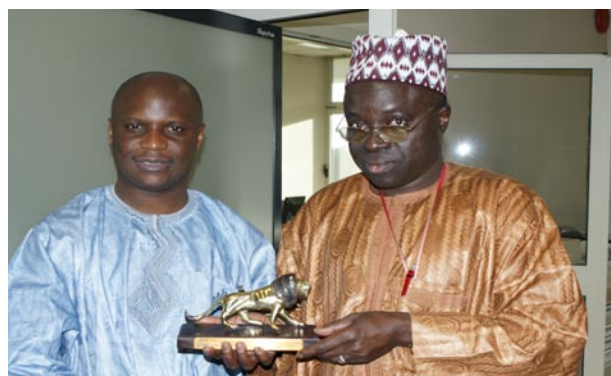
Étant donné qu'il s'agit du premier numéro de l'ATPC News en 2009, au nom de l'équipe du Centre, je souhaite à tous les lecteurs de notre newsletter une très bonne nouvelle année.

Son Excellence l'Ambassadeur Peter Robleh

Les experts ont demandé au CAPC d'apporter son soutien à la création d'une alliance africaine pour le commerce électronique

Le CAPC et la Division des politiques, de la science et des technologies (ISTD) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ont participé activement à la Conférence internationale sur le guichet unique qui a eu lieu à Dakar (au Sénégal) du 5 au 7 novembre 2008. La conférence a été organisée par GAINDE 2000 (Système informatique des douanes sénégalaises qui offre des solutions automatisées pour une plus grande efficacité du commerce et des transports) sous l'égide du Ministère de l'économie et des finances sénégalais. Le CAPC a été l'un des partenaires ayant participé à l'organisation de la conférence. Les autres partenaires étaient notamment les Douanes sénégalaises, la Banque mondiale, la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU), le SITPRO

(instance de facilitation des échanges du Royaume-Uni), Microsoft et le Ministère des affaires étrangères suédois.



Parmi les participants à la conférence, il y avait entre autres des responsables des autorités fiscales et des ministères des finances, des représentants des ministères des transports et des ministères du commerce, des autorités portuaires, des utilisateurs du guichet unique, des entreprises, des organ-

Suite...

Suite...

isations internationales et des représentants d'associations internationales d'entrepreneurs.

La conférence a essentiellement abouti à la décision de créer une alliance africaine pour le commerce électronique. Cette alliance, qui serait semblable à l'Alliance panasiatique pour le commerce électronique, cherchera à accélérer la coopération et à lancer des projets communs entre pays membres. Plus précisément, l'alliance servira de plate-forme d'échanges concernant les expériences avec le guichet unique en Afrique et de partage des ressources et des aptitudes en vue de faciliter l'application de guichets uniques. Elle servira également de centre de coordination des partenaires de développement et des institutions internationales s'intéressant à la promotion des guichets uniques en Afrique.

Les experts africains à la conférence ont demandé au CAPC d'apporter son soutien à la création de l'alliance en aidant à préparer les termes de référence et le cadre opérationnel.

M. Makane Faye, de la CEA, a été l'un des participants qui a reçu une récompense pour sa contribution au succès de la conférence.

Ce que l'Afrique attend de l'Aide pour le commerce est une question qui a été examinée à l'atelier de Bonn



Les attentes du continent concernant le programme Aide pour le commerce ont été le point de mire des débats durant un atelier qui a eu lieu à Bonn, en Allemagne, en décembre 2008. Le CAPC était présent pour discuter des espoirs de l'Afrique (États membres et communautés économiques régionales (CER)) pouvant naître de l'Initiative Aide pour le commerce.

L'atelier a été organisé conjointement par l'Institut allemand de développement (DIE) et la société Consumer Unity and Trust Society International (CUTS). Cet atelier avait pour objectif d'examiner les récentes évolutions intervenues dans le programme de l'Initiative Aide pour le commerce aux niveaux international et national et d'examiner les moyens d'intégrer le commerce dans l'appui sectoriel fourni par l'Allemagne et d'autres bailleurs de fonds.

L'atelier, qui a été ouvert par M. Dirk Messner, Directeur du DIE, et M. Gideon Rabinowitz, Directeur de la société CUTS (Londres), a rassemblé les points de vue des spécialistes du commerce et d'autres secteurs ainsi que ceux des donateurs et des pays bénéficiaires. Il a été envisagé que les résultats de l'atelier seraient intégrés dans le programme allemand ainsi que dans le programme de l'Initiative Aide pour le commerce international.

Les participants à la conférence ont réfléchi à une définition élargie de l'Initiative Aide pour le commerce et, dans ce contexte, recensé un nombre de domaines prioritaires, notamment le renforcement de l'infrastructure économique des pays en développement, surtout les corridors régionaux de transport du transit, les infrastructures portuaires, les routes pour l'acheminement des produits vers les marchés et les installations de stockage pour les marchandises. À cet égard, il a été noté que l'appui apporté par la communauté des donateurs pourrait inclure une aide à la préparation du projet. D'autres domaines prioritaires de l'Initiative Aide pour le commerce, recensés pendant la Conférence, ont été notamment la facilitation du commerce, l'appui aux politiques industrielles et l'amélioration de la qualité des produits, en établissant entre autres des laboratoires chargés d'élaborer des normes.

Outre l'examen d'une définition élargie de l'Initiative Aide pour le commerce, les participants à l'atelier ont également passé en revue divers domaines thématiques tels que la coopération régionale et la gouvernance, le développement économique national ainsi que l'agriculture, les pêches et les ressources naturelles. Pour chacun de ces domaines, des groupes de travail ont recensé les problèmes et les opportunités particuliers, les leçons tirées d'expériences passées, le rôle des acteurs clés et la voie à suivre. En outre, les participants ont échangé des points de vue sur des questions concernant le suivi de l'Initiative Aide pour le commerce.

Le Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale (SRO-CA) et le CAPC renforcent les capacités du Cameroun concernant les questions et les instruments d'intégration régionaux en Afrique centrale



Suite...

Suite...

Le renforcement des connaissances sur les opportunités commerciales en Afrique centrale a été l'une des questions à l'ordre du jour d'un séminaire de renforcement des capacités au Cameroun. Ce séminaire, qui a eu lieu du 17 au 19 novembre 2008, a été organisé conjointement par le Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la CEA (SRO-CA) et le Ministère de l'économie, de la planification et du développement régional camerounais, à la suite d'une demande officielle du Gouvernement camerounais.

Le séminaire avait pour objectif de sensibiliser les responsables gouvernementaux et les membres du secteur privé camerounais, ainsi que les organisations de la société civile aux questions, problèmes, opportunités, mécanismes et instruments liés à l'intégration régionale en Afrique, domaine dans lequel le Centre a apporté son expertise. Le séminaire a été ouvert par le Secrétaire général du Ministère de l'économie, de la planification et du développement régional camerounais.

Environ 60 participants représentant les ministères chargés de l'économie et de la planification, du commerce, du tourisme, des postes et des télécommunications, des travaux publics, de l'agriculture et du développement rural, de l'administration territoriale et de la décentralisation, des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat, des ressources électriques et hydriques et des transports, ont participé au séminaire. En outre, des représentants de l'Institut national de la statistique, du secteur privé, des associations de femmes entrepreneurs et des universités étaient également présents.

Ce séminaire a contribué à renforcer les connaissances des participants sur le processus d'intégration régionale en Afrique centrale. Il a été recommandé qu'un tel événement devrait avoir lieu deux fois par an et inclure des représentants des autorités douanières ainsi que des départements de la sécurité interne et de l'immigration.

L'égalité hommes-femmes et les questions concernant le commerce ont été abordées au Sixième Forum africain pour le développement

«Agir pour l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'élimination de la violence contre les femmes en Afrique » a été le thème du Sixième Forum africain pour le développement (ADF VI), qui a eu lieu à Addis-Abeba en novembre dernier. À l'occasion d'une séance spéciale du forum, les participants ont examiné le rôle de l'emploi, des marchés et du commerce dans la perspective de l'autonomisation des femmes au plan économique.

Pendant la séance, les participants ont indiqué qu'il était nécessaire de produire des biens de qualité pour répondre aux normes internationales et de traiter les problèmes que rencontrent les femmes entrepreneurs en ce qui concerne l'accès aux marchés internationaux. À cet égard, il a été indiqué que la prise de conscience des spécifications et des normes était d'une importance particulière. En outre, comprendre les questions concernant les règles d'origine afin de bénéficier d'un traitement préférentiel restait un problème difficile pour les femmes commerçantes. D'une manière générale les femmes commerçantes n'étaient pas suffisamment au courant des accords commerciaux internationaux et que ces accords, et en vérité les négociations en cours, ne tenaient pas compte de leurs besoins spécifiques.



Alors que certains des problèmes mentionnés ci-dessus ont pu être résolus grâce aux négociations commerciales en cours, les participants au forum ont souligné que les contraintes du côté de la demande dans la plupart des pays africains réduiraient les bénéfices résultant d'un accès aux marchés plus facile. Ils ont identifié trois catégories de contraintes du côté de l'offre, à savoir: des capacités de production insuffisantes, des infrastructures de mauvaise qualité et des problèmes de facilitation du commerce tels que des procédures commerciales inefficaces.

En termes de capacité productive, les participants au forum ont indiqué qu'il était nécessaire que les femmes commerçantes bénéficient d'un appui pour ajouter de la valeur à leurs produits et créer, promouvoir et populariser les marques africaines. À cet égard, elles avaient besoin d'avoir accès à des ressources financières pour renforcer et assurer la croissance de leurs entreprises.

Les participants ont estimé que des infrastructures insuffisantes, en particulier les routes reliant les lieux de production aux lieux de commercialisation, étaient un facteur qui contribuait à la faible concurrence des produits africains. Des coûts de transport élevés faisaient que

Suite...

les produits locaux étaient plus chers que les produits importés. Par exemple, on s'est demandé pourquoi le maïs produit localement au Cameroun était plus cher que celui importé d'Europe.

Concernant la facilitation du commerce en général et le commerce transfrontières en particulier, les participants ont noté que les accords multilatéraux et régionaux n'étaient pas encore totalement en place, ce qui entraînait des paiements illégaux aux postes frontières, notamment des droits de douane qui n'étaient pas nécessaire. Il était également difficile pour les commerçants d'avoir accès aux entrepôts pour stocker leurs marchandises. De plus, dans la plupart des cas, il n'y avait aucune installation offrant des services aux femmes pratiquant le commerce transfrontières, en particulier aux postes frontières. En outre, les femmes commerçantes étaient l'objet de harcèlements aux postes frontières et le long des corridors commerciaux. Les participants au forum ont noté également le manque d'informations relatives au commerce, notamment concernant les opportunités commerciales ainsi que les règles et règlements, ce qui constituait un obstacle majeur au commerce transfrontières.

Les participants ont formulé les recommandations suivantes:

- il faudrait intégrer les questions hommes-femmes dans les politiques commerciales, les accords bilatéraux et multilatéraux ainsi que dans d'autres initiatives, y compris des propositions faites dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce;
- les gouvernements ont besoin d'ouvrir plus largement l'accès aux marchés, en particulier pour les produits venant des femmes commerçantes;
- il faudrait aider les femmes dans le commerce transfrontières en facilitant l'accès à des installations de stockage, au transport et en les sensibilisant aux accords commerciaux et douaniers par le biais d'une formation;
- il faudrait améliorer la productivité des femmes et les aider à respecter les normes internationales de sorte que leurs produits soient compétitifs;
- il faudrait que les gouvernements créent un environnement qui faciliterait l'accès des femmes commerçantes aux ressources financières, ce qui leur permettrait de se procurer des machines modernes et de construire les infrastructures nécessaires pour produire des biens à valeur ajoutée;
- il faudrait établir des centres d'information sur le commerce pour fournir aux femmes commerçantes un accès à la formation sur les op-

portunités commerciales;

- il faudrait encourager la promotion du commerce et les coopératives regroupant des femmes.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) se rend au Centre pour une mission de travail

Une équipe de l'Agence canadienne de développement international a effectué une mission au Centre africain de politiques commerciales du 3 au 5 décembre 2008 à Addis-Abeba. L'équipe était formée de Bojan Vojinovic, conseiller d'un projet international de développement à l'ACDI, et de Thérèse Poirier qui s'occupe des programmes régionaux à l'Ambassade canadienne à Addis-Abeba.



La mission avait pour objectif, notamment, de réexaminer:

- la mise en œuvre des activités du Centre et les modalités de travail avec les communautés économiques régionales (CER);
- la participation au projet d'égalité entre hommes et femmes pour les institutions régionales (GEARI) financé par le Canada dans le cadre des activités du Centre sur les questions sexospécifiques;
- les efforts de mobilisation des ressources et les questions relatives au Conseil d'administration du Centre;
- le cadre d'évaluation des performances du CAPC.
- Tant le CAPC que l'ACDI ont exprimé leur satisfaction au vu des résultats de la mission. Il convient de noter que le Centre a été créé par la CEA en 2003 avec l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international qui n'a cessé depuis lors de financer les activités du Centre.

Suite...

Suite...

Le Centre ACPC appuie le consensus africain sur le projet de modèle APE

La Commission de l'Union africaine (CUA), par l'intermédiaire de son Bureau de Bruxelles, a organisé une retraite/atelier pour examiner l'Accord de partenariat de Cotonou ainsi qu'un projet d'accord de partenariat économique, à Namur (Belgique), les 5 et 6 décembre 2008. Monsieur l'Ambassadeur Tiheli Mamoruti, Président du Groupe africain à Bruxelles, a présidé la réunion. Les États membres, des représentants de groupes de négociation, des représentants du CAPC de la CEA ainsi que des personnes provenant d'autres institutions s'occupant du commerce ont participé à la réunion.



L'avant-projet de modèle APE examiné pendant l'atelier a été mis au point par la Commission de l'Union africaine en collaboration avec le Centre. Avant l'atelier de Namur, le Centre avait organisé un autre atelier sur les accords de partenariat économique au Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba, du 8 au 10 octobre 2008 sur le thème "Tirer les bénéfices des accords de partenariat économique". L'atelier d'Addis-Abeba avait pour objectif d'examiner et d'améliorer les éléments d'un avant-projet d'élaboration d'accord de partenariat économique préparé par le Centre. Les conclusions et recommandations de l'atelier d'Addis-Abeba ont été intégrées dans l'avant-projet présenté à Namur et contribueront aux efforts déployés par l'Union africaine pour adopter un modèle d'accord de partenariat économique pour le continent.

Le modèle final proposé sera examiné à la prochaine session ordinaire de la Conférence des Ministres du commerce de l'Union africaine en mars 2009 à Addis-Abeba.

Le Centre CAPC apporte son concours à la Conférence internationale sur l'émergence économique de la région méditerranéenne

Le Bureau régional pour l'Afrique du Nord de la CEA, le CAPC, GATE (Université Lyon 2, France), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Université Moham-

med V Souissi du Maroc ont organisé conjointement un colloque les 19 et 20 octobre 2008 qui a bénéficié du soutien de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), région Rhône-Alpes et de la ville de Lyon en France.



La réunion avait pour objectif de lancer des débats entre chercheurs universitaires de la région méditerranéenne, organisations internationales et responsables gouvernementaux. Des experts de 15 pays ont étudié 60 documents traitant d'une vaste série de questions, y compris l'ouverture des économies des pays méditerranéens, l'intégration régionale et le système commercial multilatéral. La réunion de Rabat faisait suite à une autre réunion ayant eu lieu les 19 et 20 octobre 2007 sur le thème "Incidences économiques, sociales et environnementales de la libéralisation des échanges en Afrique du Nord et au Proche-Orient".

Le CAPC a facilité le dialogue à la réunion en présidant des séances et en orientant les débats pour faire en sorte que des recommandations concrètes soient formulées par les 116 participants qui étaient présents.

Atelier conjoint CEA-WBCG et mission d'étude sur le cadre de la facilitation du commerce: 24 au 26 février 2009, Walis Bay (Namibie)

Mission de programmation du Centre CAPAC à la CEDEAO

Atelier sur la facilitation du commerce et l'Aide au commerce et présentation de l'Alliance panafricaine pour le commerce électronique, 12 et 13 mars 2009, Addis-Abeba (Éthiopie)

Premier atelier traitant de l'intégration des questions hommes-femmes organisé par le CAPC, 21-22 avril 2009, Addis-Abeba (Éthiopie)

Aide de haut niveau à la réunion sur le commerce (Corridor Nord-Sud, projets énergétiques et aide régionale pour un réexamen des échanges commerciaux), avril, Lusaka (Zambie)

ATPC News est un produit du Centre africain pour les politiques commerciales de la Division du commerce, de la finance et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique.

Pour toute observation sur le contenu de ce bulletin, veuillez contacter M. Robert Lisinge, ATPC/TFED, UNECA, Boîte postale 3001, Addis-Abeba (Éthiopie), téléphone: +251-11-5443443, télécopieur: +251-11-55130 38, courriel: tlisinge@uneca.org.